

Table des matières

SOMMAIRE	5
INTRODUCTION.....	9

PREMIÈRE PARTIE LES RÈGLES DE PROCÉDURE

1. LA VÉRIFICATION DE COMPTABILITÉ.....	13
a) L'avis de vérification.....	14
b) La phase d'investigation.....	17
c) Les points de contrôle	18
d) L'hypothèse de rejet de comptabilité	25
e) Le débat oral et contradictoire	27
f) Le non-renouvellement de la vérification	27
g) La durée de la vérification.....	30
h) Le délai de prescription.....	31
i) L'interruption, la prorogation et la neutralisation du délai	32
j) L'opposabilité de la doctrine administrative	34
k) La déduction en cascade.....	36
2. L'EXAMEN CONTRADICTOIRE DE LA SITUATION FISCALE	
PERSONNELLE	37
a) L'avis d'examen contradictoire de la situation fiscale personnelle ...	37
b) Le dialogue entre le vérificateur et le contribuable.....	40
c) Les demandes d'éclaircissements ou de justifications.....	41
d) La durée du contrôle.....	47
e) Le non-renouvellement du contrôle	47
f) Le délai de prescription.....	47
g) L'interruption et la prorogation du délai	48
h) L'opposabilité de la doctrine administrative	50
i) Interaction d'une vérification de comptabilité et de l'ESFP	51

3.	LA PROPOSITION DE RECTIFICATION.....	53
a)	La motivation.....	53
b)	L'indication du délai de réponse, de l'assistance d'un conseil, de la date et signature	58
c)	Les conséquences financières des rectifications	59
d)	Les amendes, majorations et intérêts de retard.....	60
e)	La notification	65
f)	Les effets de la notification : interruption du délai de prescription et ouverture du délai de réponse.....	68
g)	L'acceptation de la proposition ou les observations du contribuable	72
h)	La réponse aux observations du contribuable	77
i)	Les recours hiérarchiques	79
j)	Les commissions administratives des impôts	81
4.	LE RÈGLEMENT DES LITIGES FISCAUX.....	85
a)	La transaction	85
	<i>Un véritable contrat</i>	85
	<i>Un contrat portant sur les seules pénalités, et non sur les droits</i>	86
	<i>Un contrat ne pouvant concerner certains impôts et taxes</i>	88
b)	La conciliation.....	89
	<i>Les compétences du conciliateur fiscal départemental.....</i>	89
	<i>Les décisions du conciliateur fiscal départemental</i>	90
c)	La médiation.....	90
	<i>Le décret n° 2002-612 du 26 avril 2002 instituant un médiateur.....</i>	90
	<i>Les décisions du médiateur.....</i>	91
d)	Les remises gracieuses	91
	<i>Les demandes de remises gracieuses</i>	91
	<i>Le traitement des demandes de remises gracieuses</i>	92
	<i>Le contrôle des refus de demandes de remises gracieuses.....</i>	93
e)	Les dégrèvements et restitutions d'office	95
f)	Le Défenseur des droits et le ministre du Budget.....	96
g)	La réclamation préalable	97
	<i>Le principe de la réclamation préalable</i>	97
	<i>Les personnes susceptibles de déposer une réclamation préalable.....</i>	97
	<i>Le dirigeant solidairement responsable des dettes fiscales de la société ..</i>	98
	<i>Le délai de réclamation.....</i>	99

<i>Le délai raisonnable de recours d'un an défini par le Conseil d'État</i>	100
<i>La Cour de cassation écarte le principe du délai raisonnable en matière judiciaire.....</i>	102
<i>Le délai spécial de réclamation dans les groupes fiscalement intégrés....</i>	104
<i>La forme et le contenu de la réclamation préalable.....</i>	107
<i>Le sursis de paiement.....</i>	110
<i>La demande de garanties par le comptable public.....</i>	111
<i>Le contrôle des refus de sursis de paiement.....</i>	114
<i>Le délai de réponse à une réclamation préalable.....</i>	115
<i>La réponse de l'administration à une réclamation préalable.....</i>	116
<i>La possibilité de déposer une nouvelle réclamation</i>	118
h) <i>La répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction</i>	119
<i>Compétence du juge administratif pour un litige relatif à la prescription du recouvrement de l'impôt dans le cadre d'une saisie immobilière.....</i>	119
i) <i>Le délai de saisine du juge de l'impôt.....</i>	121
j) <i>Le contentieux devant le tribunal administratif</i>	122
<i>Les modalités de saisine du juge administratif.....</i>	122
<i>Le mémoire en défense de l'administration fiscale.....</i>	126
<i>La cristallisation de la demande et l'autorisation des moyens nouveaux</i>	127
<i>La compensation d'assiette.....</i>	128
<i>La substitution de motif ou de base légale.....</i>	129
<i>La charge de la preuve</i>	132
<i>Le jugement du tribunal administratif.....</i>	138
k) <i>Le contentieux devant le tribunal judiciaire.....</i>	138
<i>Les conclusions en défense ou mémoire en défense de l'administration fiscale</i>	142
l) <i>Les voies de recours.....</i>	142
<i>L'appel devant la cour administrative d'appel ou la cour d'appel</i>	143
<i>Le pourvoi en cassation devant le Conseil d'État ou la Cour de cassation.....</i>	145

SECONDE PARTIE
LA JURISPRUDENCE FISCALE AU FIL DU TEMPS

5. LE DÉLAI SPÉCIAL DE RÉCLAMATION DANS LES GROUPES
FISCALEMENT INTÉGRÉS 149

6. CE QU'IL EN RESTE DU NON-RENOUVELLEMENT D'UNE VÉRIFICATION
DE COMPTABILITÉ 153

7. REJET DE COMPTABILITÉ : POINT SUR L'ARRÊT N° 460520, RENDU
PAR LE CONSEIL D'ÉTAT LE 3 NOVEMBRE 2023 157

 a) En premier lieu, sur l'envoi d'un seul avis de vérification en cas
 d'exercice de plusieurs activités..... 157

 b) En deuxième lieu, sur la modification des rectifications contenues
 dans la proposition de rectification 160

 c) En troisième lieu, sur la reconstitution du chiffre d'affaires..... 168

8. LES MÉTHODES DE RECONSTITUTION DES RECETTES..... 171

9. LE CONTENTIEUX JUDICIAIRE NE CONNAÎT PAS LE PRINCIPE DU DÉLAI
RAISONNABLE DE RECOURS 175

 a) Le délai raisonnable de recours d'un an défini
 par le Conseil d'État..... 175

 b) La Cour de cassation écarte le principe du délai raisonnable
 en matière judiciaire 177

10. L'ATTESTATION DU CONTRÔLEUR DES IMPÔTS ET LA PRISE
DE POSITION FORMELLE DE L'ADMINISTRATION..... 181

11. RESPONSABILITÉ FISCALE DU DIRIGEANT SOCIAL : DES DÉCISIONS
SÉVÈRES DE LA COUR DE CASSATION 185

12. RÉPONSE DU SUPÉRIEUR HIÉRARCHIQUE
ET BASE LÉGALE DU REDRESSEMENT 189

13. LA DURÉE DU CONTRÔLE ET LA VÉRIFICATION DE COMPTABILITÉ
D'UN TIERS 195

14. LA RÉCLAMATION PRÉALABLE DU DIRIGEANT SOLIDAIREMENT
RESPONSABLE 199

15. AVIS DE VÉRIFICATION ADRESSÉ AU MANDATAIRE D'UNE SOCIÉTÉ
ÉTRANGÈRE..... 201

16. DÉCLARATION DES COMPTES À L'ÉTRANGER : NOTION DE COMPTE
UTILISÉ..... 205

17. LA PROCÉDURE DE TAXATION D'OFFICE DES AVOIRS DÉTENUS À L'ÉTRANGER.....	213
18. SIMULTANÉITÉ D'ENVOI D'UNE MISE EN DEMEURE DE DÉPOSER UNE DÉCLARATION ET D'UN AVIS D'ESFP	217
19. LE DÉLAI DE REPRISE EN CAS D'ACTIVITÉ OCCULTE	221
20. VALIDITÉ D'UNE PROPOSITION DE RECTIFICATION ADRESSÉE AU CONTRIBUABLE AVANT L'INTERVENTION DU JUGEMENT D'OUVERTURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE	223
21. LES PLUS OU MOINS-VALUES PROFESSIONNELLES	227
a) Les plus ou moins-values des entreprises soumises à l'IR	228
<i>Détermination de la plus ou moins-value</i>	<i>228</i>
<i>Qualification de la plus ou moins-value</i>	<i>228</i>
<i>Régime fiscal des plus ou moins-values nettes de l'exercice.....</i>	<i>230</i>
<i>Exonérations des plus-values réalisées par les entreprises relevant de l'IR.....</i>	<i>231</i>
b) Les plus ou moins-values des entreprises soumises à l'IS	234
22. PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES ET DÉDUCTION DES DÉPENSES DE TRAVAUX	237
23. ABATTEMENT SUR LA PLUS-VALUE DE CESSIION DE TITRES DU DIRIGEANT PARTANT À LA RETRAITE	239
24. CESSIION DE TITRES DU DIRIGEANT ET CESSATION DES FONCTIONS	243
25. EXONÉRATION DE PLUS-VALUE IMMOBILIÈRE AU TITRE DE LA CESSIION DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE.....	247
a) En principe, un immeuble ne perd pas sa qualité de résidence principale en cas de vacance au jour de la cession	247
b) Un délai d'inoccupation de 17 mois du bien cédé est anormal	247
c) Remise en cause de l'exonération s'il apparaît que le prix demandé était manifestement excessif.....	248
d) La fraction de l'immeuble mise à disposition de la clientèle comme chambres d'hôtes ne peut pas bénéficier de l'exonération	249
e) La location ou sous-location d'une partie de la résidence principale du bailleur	250
f) Il faut des preuves suffisantes pour bénéficier de l'exonération.....	251
g) Résidence principale : une résidence habituelle et effective.....	252
h) Notion d'abus de résidence principale.....	253

26. PLUS-VALUE DE CESSIION DE LA RÉSIDENCE SECONDAIRE : PAS D'EXONÉRATION EN CAS D'USUFRUIT SUR LA RÉSIDENCE PRINCIPALE .	255
27. EXONÉRATION DE LA PLUS-VALUE ET NOTION DE BRANCHE COMPLÈTE D'ACTIVITÉ.....	259
28. EXONÉRATION DE LA PLUS-VALUE EN CAS DE CESSIION D'UNE BRANCHE COMPLÈTE D'ACTIVITÉ : L'APPRÉCIATION DE LA DURÉE D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ	263
29. EXONÉRATION DE LA PLUS-VALUE DE CESSIION D'UNE BRANCHE D'ACTIVITÉ EN CAS D'EXPLOITATION AUTONOME.....	265
30. EXONÉRATION DE LA PLUS-VALUE SUR TITRES DE PARTICIPATION ET CONDITION DE DÉTENTION DE 5 % DU CAPITAL	267
31. L'IMPOSITION DU CRÉDIT-VENDEUR SUR LA TOTALITÉ DE LA PLUS-VALUE.....	269
32. L'ÉLIGIBILITÉ DE LA LOCATION MEUBLÉE AU BÉNÉFICE DU RÉGIME DUTREIL	271
a) Le régime Dutreil.....	271
b) L'exclusion de principe par l'administration fiscale de la location meublée au bénéfice du régime Dutreil.....	272
c) Des positions ambiguës de l'administration fiscale sur le sujet	272
d) La position du juge : un désaveu pour l'administration fiscale	273
e) Pacte Dutreil : il n'y a pas d'exclusion de principe de la location meublée, selon le Conseil d'État.....	274
f) Le Conseil d'État sur la même ligne que la Cour de cassation.....	274
g) Une affaire devant le juge	275
33. RESPONSABILITÉ DU NOTAIRE POUR ABSENCE D'INFORMATION SUR LE PACTE DUTREIL	279
34. L'IMPOSITION DU RAPPEL DE TVA COMME REVENUS DISTRIBUÉS	283
a) Rappel sur le mécanisme de l'article 109-1 du CGI.....	283
b) Les dispositions de l'article L77 du LPF.....	284
c) La base et le fondement de l'imposition du rappel de TVA comme revenus distribués.....	285
35. PRESTATIONS SOUMISES À LA TVA : QUAND LE LIEN DIRECT FAIT DÉFAUT	289
36. APPLICATION DU RÉGIME DE LA TVA SUR MARGE MALGRÉ UNE FACTURE NON CONFORME.....	291

37. SOUS-TRAITANCE ET AUTOLIQUIDATION DE LA TVA.....	295
38. DÉDUCTION DE LA TVA : UN CONTRAT PEUT CONSTITUER UNE FACTURE	297
39. TVA ET TAXE SUR LES SALAIRES.....	299
40. DES AVANCES DE TRÉSORERIE QUI CONSTITUENT UN ACTE ANORMAL DE GESTION	301
41. L'ACTE ANORMAL DE GESTION : LA PREUVE DE L'ANORMALITÉ	305
42. INTÉRESSEMENT DU DIRIGEANT ET ACTE ANORMAL DE GESTION	309
a) Renonciation à recettes et acte anormal de gestion.....	311
b) L'intérêt social et l'acte anormal de gestion	312
43. UNE SOCIÉTÉ PEUT VERSER UNE FORTE RÉMUNÉRATION À SON DIRIGEANT LORSQU'IL Y A UN FORT TAUX DE MARGE.....	313
44. L'ABUS DE DROIT	315
a) L'abus de droit est caractérisé même si un acte licite aurait pu avoir le même résultat	315
b) Apport-cession et sursis d'imposition : le risque d'abus de droit	318
c) La donation-cession et l'abus de droit	319
d) SCI et abus de droit	321
e) L'abus de droit et le régime fiscal des sociétés mère-fille.....	325
f) Sanctions pour abus de droit : le juge de l'impôt doit contrôler la proportionnalité de la majoration.....	326
45. L'IMPOSITION DES ASSOCIÉS D'UNE SCI.....	329
46. SURSIS D'IMPOSITION ET RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL D'UNE SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE D'APPORT	333
47. LA MAJORATION DE 25 % APPLIQUÉE AUX REVENUS DISTRIBUÉS POUR LE CALCUL DE L'IR EST CONFORME À LA CONSTITUTION	337
48. MISE EN ŒUVRE DE LA JURISPRUDENCE DE LA CEDH SUR LA MAJORATION DE 25 % POUR NON-ADHÉSION À UN OGA	341
a) Rappel de l'arrêt de la CEDH du 7 décembre 2023	341
b) Mises en œuvre pratique par le tribunal administratif de Caen.....	342
49. LA DÉNONCIATION DE L'INFRACTION FISCALE AU PARQUET.....	345
50. VISITE DOMICILIAIRE DU FISC ET RÔLE DE L'OPJ	349

51.	VISITES DOMICILIAIRES DU FISC : DES POSITIONS DE LA COUR DE CASSATION DE PLUS EN PLUS FAVORABLES À L'ADMINISTRATION FISCALE	351
52.	SAISIE DE DONNÉES INFORMATIQUES EN CAS DE SOUPÇONS DE FRAUDE FISCALE	355
53.	LE RÔLE DU JUGE EN CAS DE CUMUL DE SANCTIONS FISCALES ET PÉNALES	357
54.	VALIDITÉ D'UN TESTAMENT OLOGRAPHE	363
55.	L'IRRÉVOCABILITÉ DE L'OPTION DU PAIEMENT DIFFÉRÉ DES DROITS DE SUCCESSION SANS INTÉRÊTS	367
56.	L'ADMINISTRATION FISCALE FACE À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL DE L'AVOCAT	371
57.	LA VIOLATION DU SECRET DE LA CORRESPONDANCE ENTRE L'AVOCAT ET SON CLIENT ENTRAÎNE L'IRRÉGULARITÉ DE LA PROCÉDURE D'IMPOSITION.....	377
58.	ORGANISME SANS BUT LUCRATIF ET IMPÔTS COMMERCIAUX.....	381
59.	INDEMNITÉ TRANSACTIONNELLE D'UN SALARIÉ LICENCIÉ ET EXONÉRATION D'IMPÔT SUR LE REVENU	385
60.	CONTRIBUTION AUX CHARGES DU MARIAGE : DES CONDITIONS DE DÉDUCTIBILITÉ JUGÉES INCONSTITUTIONNELLES.....	389
61.	LE BLOCAGE CONSENTI PAR L'ASSOCIÉ N'EMPÊCHE PAS L'IMPOSITION DES SOMMES INSCRITES À SON COMPTE COURANT	391
62.	EXERCICE D'UNE ACTIVITÉ LIBÉRALE AU SEIN D'UNE SEL : RÉGIME D'IMPOSITION EN BNC.....	395
63.	LA RÉVÉLATION D'UN DON MANUEL ET L'OPTION POUR UN PAIEMENT DIFFÉRÉ DES DROITS.....	399
64.	OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS ET PRIX DE TRANSFERT.....	407
65.	L'ÉVASION FISCALE INTERNATIONALE ET LA NOTION DE RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ.....	411
66.	LE FISC ET L'ACTION PAULIENNE.....	415
67.	OPÉRATIONS DE FUSIONS : LE TRANSFERT DES DÉFICITS D'UNE HOLDING ANIMATRICE ABSORBÉE.....	417
68.	PRIX DE TRANSFERT : L'ADMINISTRATION FISCALE DOIT RAPPORTER LA PREUVE.....	421

69. LA DATE DU FAIT GÉNÉRATEUR DES DROITS D'ENREGISTREMENT EN CAS DE CESSION DE DROITS SOCIAUX.....	425
70. CESSION DAILY ET QUALITÉ POUR AGIR DEVANT LE JUGE DE L'IMPÔT.....	429
a) La qualité déjà reconnue au cessionnaire pour agir devant le juge de l'impôt au même titre que le cédant.....	429
b) L'hypothèse d'une réclamation préalable présentée par le cessionnaire et d'une action directement introduite devant le juge de l'impôt par le cédant.....	430
c) La morale de l'histoire.....	432
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.....	433
TABLE DES MATIÈRES.....	437